

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

VENDEDI
5 AOUT 1938

3^e Année — Numéro 87

Le Numéro : 0 fr. 50

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
(54, boul. Magenta), Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 22 fr.,
6 mois, 11 fr.; 3 mois, 5 fr.

Etranger : 1 an, 40 fr.; 6 mois,
20 fr.; 3 mois, 10 fr.

Compte chèque postal : Rousset
2247-23 Paris.

Lutter pour le maintien absolu des 40 heures et des 5x8

C'est prendre par le bon bout la lutte contre la guerre impérialiste.

Moût 1914
Moût 1938

Seule la fraternisation révolutionnaire des travailleurs permettra la paix en Europe

Juillet 1914... 4 août! Mobilisation générale. 1 million 500.000 morts.

Juillet 1938... Tout se règle par la répétition du même scénario, en plus vaste, plus sanglant, plus tragique. L'Union Sacrée, elle est toute faite, cuite à point, prête à être servie. On n'avait qu'à lire ces jours derniers la « grande presse » : Paris-Soir, Ce soir, Le Petit Parisien, etc... Le nom de Jaurès retentissait sur des pages entières comme celui du symbole de l'Union Sacrée. Tous s'accordaient à faire de Jaurès le symbole à l'ombrelle duquel toute la « nation » s'unissait pour la défense contre le « boche ».

C'est la même duperie qui continue. En attendant, grâce à ce beau tapage, l'Etat vient de faire un nouvel emprunt de plusieurs milliards, très fructueux pour les grandes banques, car l'intérêt est touchable d'avance et les bons sont escomptés par la Banque de France à 90 % de leur valeur : en somme, garantie contre tous risques. Cet argent est contrôlé par la Caisse spéciale de la Défense nationale, c'est-à-dire que les gros prêteurs sont assurés que leur argent n'ira pas à des augmentations de traitements et de retraites, mais sera distribué aux amis entrepreneurs de maçonnerie, marchands de canons et d'uniformes.

Ensuite, on continue à toute vapeur la militarisation de tout le pays dès le temps de paix. Comme le montre une fois de plus le déclenchement des hostilités entre l'U.R.S.S. et le Japon, les guerres ne se « déclenchent » plus par des moyens diplomatiques ou autres. Elles commencent petit à petit, tout simplement. Il en sera pour la France comme pour les autres pays.

C'est pour cela qu'on instaure un état de « mobilisation permanente ».

La loi sur la nation armée en temps de paix, passée comme une lettre à la poste à la Chambre et au Sénat, permet à l'Etat-Major de prendre dès à présent toutes les mesures nécessaires. Les journaux ont appris que le Métro avait préparé déjà son plan de mobilisation pour le cas de bombardements aériens. On construit fiévreusement les autostades, les dégarages. On vient d'installer dans une caserne spéciale une brigade des gaz. On fait l'essai de l'emploi des officiers de réserve dans la ville. On épure les usines. On hâte les travaux de décentralisation des usines de la frontière. Comme on sait, le plan des Chemins de fer est tout prêt.

Bref, la bourgeoisie pousse activement ses préparatifs. Et ces préparatifs, c'est encore la source de bénéfices par millions pour les gros entrepreneurs.

On met à la mode la phrase de Lytautey : « montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir ». Quand Lytautey « montre » ses mitrailleuses à des pauvres paysans marocains ne disposant que de rares fusils, sa maxime avait un sens; brutal et cynique, mais clair.

Mais lorsque la bourgeoisie française « montre » ses forces militaires, cela n'impressionne pas le capitalisme allemand, qui « montre » aussi les siennes. Ce jeu d'intimidation ne peut durer qu'autant que chaque antagoniste s'estime insuffisamment « prêt ». Autrement dit, la bourgeoisie montre ses forces... pour que son adversaire se mette au point. Et dans l'un et l'autre camp, ce sont les capitalistes qui en profitent largement.

La seule chose que craignent les gouvernements d'Europe, c'est la réaction de classe des ouvriers. Hitler et les nazis savent aussi bien que Chamberlain et Daladier, qu'une guerre générale en Europe entraînerait la révolution, tôt ou tard. D'où la tactique nouvelle de « localisation » des conflits, de façon à préparer de meilleures positions impérialistes tout en étouffant toute réaction des ouvriers.

Dans tout cela, la paix, la démocratie et le reste, n'ont rien à voir. Il s'agit tout simplement pour la bourgeoisie de la défense de ses intérêts, en France comme en Allemagne.

Autrement dit : « Tout ces boches sont des brutes enrégimentées. Rien à faire avec eux, il faut leur rentrer dedans ! ». Voilà à quelles passions ignobles fait appel le secrétaire général du parti socialiste ! Mais son argument n'est qu'un sophisme analogue à celui des socialistes de guerre en 1914. Comment voulez-vous parler d'entente ou de fraternisation avec les ouvriers allemands, disaient ces doctes socialistes de l'Etat-Major français : ce sont des socialistes du Kaiser, des têtes carrées, qui aiment obéir au commandement, ils ne comprennent rien à la démocratie ? Il faut les étriper... jusqu'au bout (avec la peau des autres, évidemment).

Comme on le voit, Hitler n'a rien changé à cela. Guillaume II avait les moustaches en croc et Hitler les a à la Charlot. C'est la seule différence. C'est pourquoi aussi, les arguments que nous opposons aujourd'hui aux social-chauvins sont au fond les mêmes que Lénine opposait aux socialistes en 1914.

A M. Paul Faure, nous répondons : et en France, en cas de guerre, ou sera la démocratie ? Où sera la liberté d'organisation et d'expression des ouvriers ? Elle n'existera pas. C'est le knout capitaliste, militaire et stalinien qui s'abattra définitivement sur l'échiquier des prolétaires. Evidemment, MM. Paul Faure et Jouhaux auront la liberté de gueuler à tous les carrefours qu'ils... partent à la frontière, ils pourront répéter à satiété comme Renaudel : « MM. les généraux, nous vous donnons des hommes, donnez-nous des victoires ».

Mais ça, ce n'est pas la liberté du prolétariat. C'est la liberté de trahir le prolétariat, sous la direction du capital. La loi sur la nation armée, votée par votre parti, M. Paul Faure, est claire : en temps de guerre, il n'y a plus de classe ouvrière, plus de lutte pour la révolution socialiste ; il y a l'hécatombe dans la souffrance et la mort affreuses, de millions de travailleurs, pour le salut de la poignée de bandits capitalistes qui dirigent ce pays. Votre collègue Daladier a déjà pris un décret rétablissant la peine de mort pour espionnage, en temps de paix. Espionnages, on sait ce que cela veut dire : vos amis du Front Populaire espagnol nous ont montré qu'ils appellent « espions » tous ceux qui n'ont pas les mêmes concepts qu'eux. Ils sont en cela d'accord avec les fascistes. Vous savez ce que c'est sur les ouvriers que retombera cette loi capitaliste, barbare, contre-révolutionnaire. La voilà donc, la liberté que vous prétendez opposer, en temps de guerre, aux travailleurs allemands mobilisés ? Quelle ignoble duperie.

Et les soldats allemands ? Croyez-vous qu'ils ne seront pas accessibles à la fraternisation, s'ils trouvent devant eux des soldats aussi décidés à se libérer du joug du capital, et à construire leurs comités élisant les chefs ? Nous, nous ferions cette confiance aux travailleurs allemands. Nous avons confiance dans l'internationalisme, à condition que nous commençons à remplir nous-mêmes notre devoir vis-à-vis de notre propre ennemi : l'impérialisme français.

Pour les ouvriers allemands aussi, la guerre, prolongée, sanglante, cause de maux sans nombre, serait l'occasion de secouer le joug. Seuls des racistes, des négriers peuvent nier ce fait, et prêcher la guerre jusqu'au bout, sous prétexte qu'Hitler a écrasé momentanément le prolétariat allemand.

...Dans ce début d'août, anniversaire du début de la plus grande boucherie de l'histoire, voilà notre avis, nos réflexions, A NOUS. Des millions de travailleurs ne pensent pas autrement.

Une brochure à répandre éditée par les JEUNESSES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES « OU VAS-TU, JEUNE TRAVAILLEUR ? » Vie et lutte d'un jeune Prix : 1 fr. Commandes aux Publications Populaires

GUERRE OU RÉVOLUTION

Les hostilités sont déclenchées entre le Japon et l'U.R.S.S.

2 août. — Il est impossible aujourd'hui d'apprécier exactement le caractère des combats qui viennent de se livrer autour de la colline (?) de Tchang-Kou-Feng. Aux mains de quelles troupes reste finalement cette colline ?

En réalité, ce point est absolument secondaire. La frontière, dans cette région limitrophe de la Corée, du Manchoukouo et de la Province Maritime soviétique, n'est pas exactement délimitée. Elle résulte plutôt d'un état de fait, qui se maintient depuis longtemps. La preuve, c'est qu'il y a quelques mois les Japonais s'étaient emparés de deux îles, plus haut sur l'Amour « rectifiant » ainsi la frontière à leur profit. L'U.R.S.S. avait laissé faire.

Dans le cas présent, le gouvernement russe a estimé qu'on devait au contraire résister par la force à la tentative japonaise de « rectification » des frontières. D'après les dépêches assez laconiques, le ressort que des troupes comprenant plusieurs milliers d'hommes ont été engagés, ainsi que des tanks et des dizaines d'avions. On peut donc dire qu'il s'agit là d'une « épreuve de forces », dans laquelle l'armée japonaise du Kouan-toung, avide de s'engager dans des opérations plus amples contre l'U. R. S. S., veut tâter la volonté de résistance de l'U.R.S.S.

Il ne faut pas non plus oublier que cette agression se produit un mois après la fuite chez les fascistes japonais de Loukhov, le chef de toutes les troupes du Guépéou d'Extrême-Orient. (Car ce sont les troupes du Guépéou qui sont actuellement opposées aux détachements japonais).

La situation internationale laisse plutôt supposer que le Japon (comme le gouvernement russe) s'orientent vers un compromis momentané. Cependant il serait faux de parler à ce propos d'un « incident ». Il s'agit en réalité d'une des nombreuses luttes qui précèdent le conflit général. Cet épisode doit être apprécié selon la signification générale des rapports entre le Japon et l'U.R.S.S.

Encore une fois, nous proclamons dans cette circonstance : la défense de l'U.R.S.S. contre le Japon est le devoir de tout travailleur. Ce n'est pas au fond le prestige de Staline qui est en jeu : c'est le sort de la société non-capitaliste de transition en U.R.S.S. La défaite du Japon barbare, arriéré, semi-féodal et militariste sera le premier pas vers une nouvelle époque de libération pour les masses travailleuses de l'Asie et par conséquent aussi de renouveau pour les travailleurs de l'U.R.S.S.

Les victoires militaires de l'Espagne républicaine ne serviront à rien sans la liberté pour le prolétariat

En Espagne, les républicains ont réussi une tentative en direction de Gandesa résonnant ainsi une poche qu'avait pénétré l'ennemi dans sa ligne défensive. Nous nous en félicitons.

Mais il est aussi à craindre, si les travailleurs espagnols ne savent pas utiliser politiquement et stratégiquement ce succès, que sa durée se révèle aussi éphémère que la fameuse offensive républicaine sur Teruel.

L'humanité proclame que les républicains sont désormais assurés de leur résistance pour quatre mois. Pour nous, nous répétons : Ce succès peut être le point de départ d'un renversement de la situation en Espagne, si les organisations de travailleurs peuvent librement organiser et mettre en action les avantages stratégiques (militaires) et politiques de leur victoire.

Et d'abord, ils doivent se demander : quelle est l'origine de l'opération ? Quand Chamberlain signa l'accord anglo-italien, il espérait en un triomphe très rapide de Franco, avec qui il croyait pouvoir s'entendre. La suite de la guerre espagnole détruisit ses espoirs. Les républicains opposèrent une résistance farouche, Franco, assura la continuation de l'aide italo-allemande par une soumission plus complète à leurs intérêts. Chamberlain revint donc à l'idée d'une médiation entre le fascisme de Franco et le gouvernement bourgeois de Négrin sous l'égide de l'« indépendance nationale » et sous l'arbitrage anglais. Pour éviter cette médiation, Mussolini et Hitler accentuèrent leur appui à Franco et la rigueur de l'offensive. C'est alors que le bloc franco-anglais, pour « assouplir » la raideur de Mussolini et l'amener au « compromis » décidèrent d'exercer à leur tour une pression sur le terrain militaire et tolérèrent l'envoi de munitions aux républicains, juste pour leur permettre un succès secondaire, qui ferait réfléchir l'axe Rome-Berlin. D'où la victoire en direction de Gandesa.

Cette victoire, pour ne pas rester un succès tactique sans lendemain, doit pouvoir être librement et amplement utilisé par les forces ouvrières, comme point de départ d'une immense effort de réorganisation prolétarienne. Les travailleurs espagnols — et les ouvriers du monde entier doivent les y aider — ne doivent pas accepter, enfermés dans l'étouffoir d'une démocratie bourgeoise stalinienne, de ne constituer qu'un pion docile dans le jeu diplomatique des impérialismes franco-anglais, pour être finalement livrés au

« compromis » d'une dictature militaire.

Or, la réalité, dans le camp gouvernemental, est malheureusement loin de correspondre à notre espoir. Le gouvernement accentue sa répression contre l'avant-garde ouvrière, comme en témoigne la préparation des procès du P.O.U.M., de nos camarades bolcheviks-léninistes d'Espagne et de la IV^{ème} Internationale, en la personne de militants responsables, enlevés, et dont le gouvernement Négrin et la section espagnole du Guépéou doivent mieux savoir que nous où ils sont.

Cette déclamation s'accompagne d'une destruction complète des conquêtes réalisées par les ouvriers après la victoire du 19 juillet. Toute la presse, sauf l'Humanité et le Populaire, a publié le communiqué de la Généralité de Catalogne sur les décrets, restituant, entre autre chose, « leurs biens aux propriétaires urbains. Et un article de l'Europe Nouvelle du 30 juillet ne nous laisse aucun doute, montrant la destruction de la propriété collective systématiquement poursuivie par le réactionnaire Négrin : « Dans d'innombrables « accords Matignon », écrit l'auteur de l'article, le capital retrouve l'essentiel de ses privilèges ». Dans une telle voie, on prépare cyniquement, et pas toujours inconsciemment, le triomphe de Franco.

LE PETROLE MEXICAIN

On sait que la France, l'Angleterre, les Etats-Unis et tous les Etats qui sont sous leur domination, ont décidé de se refuser à tout achat de pétrole mexicain « volé ». Ils font comme Deterding et Clemenceau qui voulaient que l'Europe refuse d'acheter le pétrole russe « volé ».

Notre devoir en France est clair : il faut exiger l'achat par la France de pétrole mexicain. Au besoin, on détonnera sur le Mexique des achats de pétrole faits actuellement en U.R.S.S. (et dont l'U.R.S.S. peut se passer) Il faut aider le peuple mexicain dans sa lutte actuelle contre les trusts anglo-français !

A MARSEILLE

le patronat a engagé méthodiquement l'action pour la suppression de « l'Echelle mobile », contre l'exercice du droit syndical.

Après 24 jours de grève pour la défense des libertés ouvrières, les Techniciens de la Métallurgie, isolés dans la lutte, doivent s'incliner devant la force.

POURQUOI ET COMMENT ILS ONT ÉTÉ BATTUS

Marseille, 28 juillet. — Aux dernières nouvelles, les portes des usines CODER, qui devraient être ouvertes, consécutivement à une sentence sur-arbitrale, depuis le 18 juillet dernier, devant tous les techniciens et ouvriers ayant ou non participé à la grève de la métallurgie, demeureront fermées aujourd'hui... et demain.

La sentence en question, rappelons-le, condamnait l'action engagée à Marseille en vue d'obtenir la réintégration de Papazian, secrétaire général du Syndicat des Techniciens, congédié abusivement, au terme de 15 années de service, de la Société Provençale de Constructions Navales. M. Chaillé, surarbitre, membre du Parti socialiste, avait considéré que Papazian, surchargé de tâches syndicales devait de ce fait, abandonner son emploi ; il avait admis cependant que les Techniciens ne devaient pas être inquiétés ni châtiés pour n'avoir pas, par anticipation, partagé son opinion.

Aucune sanction pour fait de grève.

Aucune sanction pour fait de grève, avait dit et écrit M. Chaillé. En réponse, M. Coder, représentant éminent du patronat provençal, sous prétexte d'incompatibilité d'humeur entre techniciens « jaunes » et techniciens confédérés à son service, jette au chômage quelque 1.200 travailleurs. Que huit ou dix techniciens et ouvriers admis par M. Coder à faire prématurément valoir leurs droits à la retraite se séparent des 1.200 lock-outés, les portes des usines s'ouvrirent devant les autres !

Ainsi donc, à Marseille, la bataille déclenchée le 24 juin dernier, pour et contre l'exercice du droit syndical se poursuit, inexorablement, du fait des patrons, dans les pires conditions du côté des ouvriers.

Les magnats de la Métallurgie ont sagement préparé leur affaire. Venant peu après la victoire remportée par leurs collègues sur les travailleurs des industries chimiques, l'attaque qu'ils ont déclenchée en est la suite logique. Ils ont, méthodiquement, dirigé leur première vague d'assaut contre les techniciens, contre les travailleurs qui composent le flanc le plus vulnérable de la classe ouvrière.

Les patrons espéraient enfoncer ce flanc sans coup férir. Contre toute attente les techniciens de Marseille ont résisté ; à l'acte de répression patronale qui atteignait leur représentation syndicale il ont, sans hésiter, après avoir reçu de Babrielli, membre du Bureau de l'U.D. des Bouches-du-Rhône, l'assurance qu'ils ne resteraient pas longtemps seuls en lutte, accepté de jouer les avant-garde, bouleversant de ce fait les prévisions patronales.

Croizat devait venir peu après à Marseille remettre les choses dans l'ordre, dans l'ordre stalinien. Aux appels des techniciens, isolés depuis dix jours dans la lutte et qui appelaient de leurs vœux la collaboration active des ouvriers, le secrétaire de la Fédération des Métaux répondait, à peu près mot pour mot, le 2 juillet : — Nous ne déclencherons pas l'action des ouvriers à l'heure choisie par les patrons.

Le 8 juillet, à l'assemblée générale de l'Union locale des Syndicats de Marseille, mêmes appels des techniciens ; même réponse de Nedelec, secrétaire général de l'Union départementale.

Le représentant de la Fédération des techniciens aura beau plaider la cause des grévistes, démontrer que l'heure « choisie par les patrons » est grave. Mais moins grave pourtant que l'heure où tous les travailleurs auront été successivement battus, industrie par industrie, métier par métier, région par région, rien ne pourra fléchir ni Nedelec, ni Croizat sans doute beaucoup plus préoccupés de ne pas mettre en péril la « défense nationale » par une grève que de déclencher celle-ci pour imposer aux patrons le respect du droit syndical. Aux discours publics d'Armand, secrétaire de l'Union locale de Marseille, discours gros de menaces de grève générale, succèdent, dans le cours des débats entre responsables syndicaux, ses interventions dirigées contre l'élargissement de l'action en cours.

Dans ces conditions, pourquoi les patrons n'auraient-ils pas repris es-

poir ? Pourquoi M. Chaillé se serait-il empêché de rendre une sentence favorable aux actionnaires des Entreprises de Constructions Navales profondément introduits dans les milieux politiques gouvernementaux et parlementaires ? Pourquoi les Pouvoirs publics auraient-ils penché à soutenir même faiblement la lutte des techniciens ?

La Défaite

Ce qui devait arriver est arrivé. Papazian ne reprendra pas son emploi. Les techniciens fatigués par 25 jours de grève et désespérant de vaincre un ennemi dix fois plus fort qu'eux-mêmes, ont repris le travail.

Depuis lors les patrons poursuivent leur offensive et agrandissent le champ de leurs objectifs à la mesure de la réduction du nombre des travailleurs en lutte. Ne s'est ce pas de bonne guerre ?

Devant le spectacle de la tendresse particulière du gouvernement à leur endroit et de la tendance à la passivité des dirigeants stalinien et réformistes des organisations syndicales les patrons des chantiers navals de Marseille sont aujourd'hui jusqu'à demander la révision de la sentence Chaillé ! Ils veulent obtenir que leur dernier coup de force revolve la sanction arbitrale ! La fermeture des usines Coder n'a pas d'autre but que de fournir au gouvernement un prétexte « justifié » de cette opération. Et après ?

Après 25 jours de grève des techniciens, autant de jours de chômage forcé à la charge des ouvriers métallurgistes, après la défaite subie par les travailleurs des industries chimiques, après tout cela les dockers, à leur tour, vont peut-être partir à l'action. Solidairement unis les patrons de toutes les industries attendent de pied ferme les « vagues d'assaut » successives de la classe ouvrière. Au terme de la guerre d'usure qu'ils imposent au prolétariat marseillais sans doute ces organisations patronales proposeront-elles, que les clauses de garantie du pouvoir d'achat des salaires inscrites dans la plupart des conventions collectives de Marseille soient supprimées. Les industriels marseillais espèrent se trouver à ce moment-là face à une organisation ouvrière rendue amorphe par une succession d'échecs.

Les patrons marseillais seront déçus. A l'occasion du mouvement des techniciens les yeux des ouvriers s'ouvrirent à la réalité. Les travailleurs de Marseille s'inquiètent et demandent des comptes. Ils franchissent le premier pas sur la voie qui conduit au renouvellement des cadres syndicaux, à l'action organisée et coordonnée et aux victoires ouvrières.

Notre P.O.I., en dénonçant impitoyablement les responsables des défaites que les travailleurs subissent consécutivement à la pause et à la patte-cue de l'Union Sacrée, aidera ceaux-ci à triompher. — Correspondant ouvrier.

Les travailleurs de chez Renault font justice des calomnies stalinienne

Nos lecteurs sont au courant des calomnies infâmes lancées contre Drapier et Michaud. Les ouvriers viennent de relever comme il convient ces calomnies en élisant Drapier et Michaud comme délégués dans leur section.

Les travailleurs de l'atelier 26 se sont prononcés clairement : 88 et 89 voix pour Drapier et Michaud, 40 voix aux stalinien, 38 voix au S.P.F. Les agents stalinien s'étaient livrés à une ignoble campagne : le matin ils avaient distribué un tract canard, Drapier et Michaud. Leur canard, l'Unité (tu parles) avait reproduit une résolution de la Commission d'Etude de la section de la rue de Lille demandant leur exclusion de la C.G.T. Ils avaient fait des inscriptions à la craie.

Malgré tout cela, les ouvriers se sont affirmés nettement. Bravo, camarades ! — Le prolo de chez Renault.

L'enlèvement de notre camarade KLEMENT fait partie d'un plan d'assassinats collectifs.

Le Crime Stalinién démasqué

A l'action pour mettre les gangsters hors d'état de nuire

Quinze jours sont passés depuis l'enlèvement de notre camarade Rudolf Klement par le Guépéou. Les preuves les plus complètes du crime de la Guépéou s'accroissent chaque jour. Faisons maintenant le point.

1. La "disparition" de Klement.

Tous les actes de Klement ont pu être contrôlés jusqu'au mercredi 13 juillet, à 15 heures. Le dernier contrôle est même particulièrement précis: c'est une enveloppe mise à la poste et par conséquent datée par la poste à cette heure là. L'écriture de cette lettre est parfaitement calme et n'a rien de commun avec les faux fabriqués par la Guépéou.

Klement n'est pas rentré chez lui le mercredi soir, et n'était pas chez lui le jeudi 14 au matin. Dans sa modeste chambre, à Maisons-Alfort, les constatations faites le jeudi 14 juillet montrent que rien n'avait été à un titre quelconque préparé pour un départ. Tous les effets et le linge de corps étaient à leur place et intacts, ainsi qu'une valise contenant des effets personnels. La nourriture était sur la table pour un très prochain repas.

Dans la matinée du 13, Klement avait rencontré dans des conditions absolument normales, des personnes qui le connaissent. A partir de l'après-midi du 13, on perd sa trace.

2. La fausse lettre de Klement.

Le 15, sont postés à Perpignan, 5 exemplaires d'une même lettre adressée à L. Trotsky. Cette lettre devait justifier la pseudo « rupture » de Klement avec la IV^e Internationale, et fournir à la Guépéou un alibi.

Le texte est en allemand, tapé à la machine, sur 2 exemplaires, le texte est suivi de 2 lignes manuscrites en français. Sur un exemplaire ces deux lignes manuscrites sont en allemand.

La lettre est officiellement adressée à L. Trotsky, et les copies ont été adressées aux militants suivants: Rous Naville, Vereecken et H. Sneevliet. Nous en publions plus bas le texte intégral qui n'est rien d'autre qu'un petit supplément aux « aveux » de Moscou. La différence, c'est que ces aveux fabriqués par la Guépéou comme les autres, ont été mis en circulation directement par la Guépéou.

L'authenticité ou la non authenticité de cette lettre a évidemment une importance capitale pour démasquer la provocation stalinienne, c'est pourquoi nous en donnerons aussi une analyse complète.

a) Les enveloppes :

Sur toutes les enveloppes, tapées avec la même machine, l'adresse est écrite selon la formule suivante : d'abord le nom, puis la ville, et en-dessous la rue et le numéro. Après le numéro se trouve une virgule. Jamais Klement n'a rédigé une adresse de cette manière. Par contre, les Russes, peu familiers avec les habitudes occidentales rédigent de cette manière.

b) Le texte :

Le texte est tapé à la machine (non celle dont se servait Klement pour son travail). Cependant le jour de la date avait été laissé en blanc, et fut rajouté à la main : « 14 ». Autrement dit, la lettre avait été préparée quelques jours à l'avance, et la date ne fut ajoutée qu'après le coup fait. Peut-être pourrait-on trouver trace dans le télex entre Paris et Perpignan entre le 13 et le 14 d'un indice à ce sujet.

Après la signature « Rudolf Klement », tapée à la machine (quel que soit le Guépéou n'avait pu se procurer un exemplaire de signature « Klement » à imiter) se trouvent deux lignes manuscrites dont nous parlerons ci-après.

Voici le texte en traduction française :

14 JUILLET 1938

Monsieur Trotsky !

Vous ne pouvez nier, même après avoir lu cette lettre, que j'ai été un combattant loyal sous le drapeau de la Quatrième Internationale. J'ai cru qu'elle préparait au mouvement ouvrier international une destinée nouvelle et j'ai suivi sa marche et ses avatars souvent même avec fanatisme.

Dans bien des cas, j'ai accompli votre volonté aveuglément et sans hésitation. Lorsque vous étiez en France et que vous n'assuriez en vous appuyant sur des exemples historiques que certaines concessions momentanées aux sommets fascistes, au nom de la révolution prolétarienne et de la lutte contre la dictature stalinienne étaient nécessaires, je finissais par me ranger à vos arguments.

Mais il me paraissait alors que ce bloc, qui était conclu sur des bases qui ne m'apparaissent pas claires pourrait mener le mouvement ; seules vos explications selon lesquelles ce bloc constituait seulement un pas tactique, qu'à la fin la Quatrième Internationale aurait son Austerlitz, que l'histoire

nous justifierait, écartèrent alors mes doutes.

Je me souviens de cela maintenant parce que ce fait qui me causait un grand trouble psychologique témoignait d'une part de ma bonne volonté de jouer à cause de mon dévouement aveugle à la Quatrième Internationale et à votre propre personne, d'autre part parce que ce vous nommiez l'utilisation du fascisme était une collaboration directe avec la Gestapo.

Mon travail au S.I. dans le courant des deux dernières années, sous votre direction, et en partie sous celle de Ljova, révélait en moi bien des doutes qui me tourmentaient sans cesse et m'amenaient à la conclusion que je devais rompre avec vous.

Vos manières bonapartistes ne pesaient pas sur moi seul. A cause de votre direction, la Quatrième Internationale a subi plusieurs amputations et n'est plus qu'un corps mutilé. En leur temps Nin, Roman Well, Jacob Frank nous ont quittés. Vous avez laissé déchoir le POUM par les staliniens. Il y a peu de temps des gens comme Sneevliet et Vereecken qui ont montré tant de sens et de sagesse politique dans la question espagnole, nous ont quittés. Molinier, Jan Bur et son groupe, Ruth Fisher, Maslov, Brandler et d'autres nous ont quittés.

Il serait puéril de croire que l'opinion publique peut être tranquillisée avec la seule explication que ce sont des agents du Guépéou. La position que vous avez prise vis-à-vis d'un des membres de la commission John Dewey, à savoir Bills que vous avez qualifié d'agent du Guépéou, n'a fait que susciter la confusion.

J'affirme avec la plus totale responsabilité que l'état épileptique de la Quatrième Internationale est un résultat direct de vos méthodes de commandement et de celle de Ljova. Vous croyez pouvoir sauver la situation par la convocation d'une conférence internationale qui doit se préoccuper du renforcement du S.I. (vous proposez dans ce but, évidemment sur une indication de "la-bas", d'y introduire Walter Held).

L'absence d'unité intérieure qui existe dans nos sections dégenérera à la Conférence en une sécession et la Quatrième Internationale n'aura plus devant elle un Austerlitz, mais un Waterloo. Cela arrivera après que le procès de Moscou ont suscité de la méfiance jusque parmi une partie de nos adhérents. Naturellement, la commission John Dewey n'a pas de loin dissipé cette impression. L'histoire avec "Pero" et Eiffel a porté aussi à l'organisation un coup sérieux. Vous savez vous-mêmes combien nous avons eu de peine feu Ljova, Braun et moi à rassembler un matériel qui n'est pas spécialement convainquant, pour atténuer le coup porté par les Procès de Moscou.

Maintenant que je suis persuadé de la banqueroute de la Quatrième Internationale, que j'ai complètement compris où conduit la collaboration avec le fascisme et que je suis complètement persuadé que la situation actuelle ne peut être sauvée par de nouvelles concessions au bloc, je suis décidé à rompre les relations avec vous, avec la conviction que le chemin que j'ai pendant longtemps suivi loyalement, est semé de trahisons.

Je n'ai pas l'intention d'intervenir publiquement contre vous, je suis las et fatigué de tout cela. Je n'en vais et laisse la place à Walter Held.

Rudolf Klement.

Ci-dessous une copie de ma lettre à M. L. Trotsky.

Adolphe.

(Ces trois dernières lignes à la main) Dans l'exemplaire adressé à H. Sneevliet, cette ligne est écrite : Das obige ist eine Abschrift von meinem Brief an Herr Trotsky.

c) La mention manuscrite :

La mention manuscrite a été rédigée de façon à donner l'apparence de l'authenticité. Mais c'est justement elle qui dénonce le faux.

D'abord, on doit remarquer que la signature réelle « Rudolf Klement » est tapée à la machine, évidemment parce que la Guépéou n'était pas parvenu à se procurer un exemplaire de signature à copier.

Un examen même superficiel montre qu'il s'agit d'une écriture décalquée : dans les exemplaires français, les mots se superposent exactement. Enfin un examen graphologique convainc qu'il s'agit de caractères tracés lentement, grossièrement, avec des reprises inexplicables. D'autre part, on ne sait pourquoi la mention manuscrite est signée Adolphe alors qu'il s'agit d'un pseudonyme que Klement n'employait plus depuis plus d'une année.

Enfin, la mention manuscrite en allemand contient deux fautes d'orthographe grossières. On a écrit « An Herr Trotki », au lieu de « An Herrn Trotsky », et « Abschrift von meinem Brief... » au lieu de « Abschrift meines Briefes ». Les agents russes ne sont pas plus que leur patron des polygraphes.

Nous avons demandé une expertise spéciale à M. Georges Bourgin, archi-

viste paléographe, secrétaire général des archives Nationales, expert près la cour de Paris.

Voici quelques points essentiels de son expertise, qui conclut au faux. Il est à peine besoin de souligner que M. Bourgin n'est de loin pas un « trotskyste »...

« Même, dit-il, si on laisse de côté les circonstances de fait, le contenu de la circulaire tapée à la machine et le libellé singulier des enveloppes, on est frappé, dans le domaine graphique, compte non tenu également de la question de la machine à écrire, d'un certain nombre de faits inquiétants. Le premier concerne des mentions manuscrites : illoges, longues des 2 lignes, etc. »

L'expert fait ensuite une analyse détaillée avec une série de texte de comparaison, d'où il résulte que les lettres tantôt différent, tantôt se ressemblent, qu'il y a de nombreuses reprises et que « ces reprises s'accroissent, d'ailleurs, assez bien avec le caractère de l'écriture qui est soignée, lente, et comme méditée ». Nous dirons : copiée.

Dans ses conclusions, M. Bourgin indique :

« Si l'auteur d'un nombre d'éléments comparatifs, il est encore douteux que l'on puisse formuler un avis définitif en faveur de la dualité d'origine, d'un grand nombre de faits militent en faveur de cette dualité, et des maintenant, l'on peut admettre que si les observations graphiques établies rejoignent les constatations faites dans d'autres domaines, l'auteur des mentions litigieuses ne paraît pas être Rudolf Klement ».

3. La signification de la lettre.

Voyons maintenant le contenu de la lettre.

Au premier abord, il est clair qu'il s'agit d'un petit « supplément » aux « déclarations » de Moscou, c'est-à-dire aux déclarations fabriquées par la Guépéou pour tenter un « amalgame » entre le fascisme et la IV^e Internationale.

Par dessus le marché, la lettre, vise un autre but : tenter de semer la division dans les rangs de notre internationale.

A plusieurs reprises, la lettre parle de « bloc », et au début, de « concessions momentanées aux sommets fascistes ». On reconnaît là, avec les termes propres, le style des « aveux » de Moscou. Mais ce bloc enfumé est nous dit rien qui vaille ! C'est une pure invention policière ! Et comment supposer qu'un camarade ayant travaillé au secrétariat international n'aurait rien à dire de plus précis là-dessus, si cela avait une existence réelle ? Pitoyable !

En parlant de « bloc », la lettre essaye une série d'autres petits amalgames. Soit-disant, Trotsky aurait préparé le bloc lorsqu'il était en France. Les « messieurs oublient » que lorsque Trotsky était en France (1932-1934), les staliniens l'appelaient « Mister » et « Monsieur » et l'accusaient de faire « le jeu de l'Angleterre et de la France » (et notamment de Daladier !). La Guépéou a la mémoire courte.

Outre, la lettre parle de la direction de Trotsky et de Ljova. Ljova, c'est le diminutif russe de Léon Sedov. Malheureusement pour ces messieurs, Sedov ne participait pas au travail de direction internationale. Et le diminutif « Ljova » (écriture russe !) n'était pas dans les habitudes de Klement. On comprend bien le sens de cet amalgame : pour justifier rétrospectivement les infâmes calomnies des procès de Moscou contre Trotsky et Sedov la Guépéou continue à parler de la direction... de Trotsky et Ljova.

La lettre cite en outre une série de noms. Ici les misérables faussaires de la Guépéou ont accumulé les gaffes.

a) On parle de « Bills », membre de la Commission Dewey. Malheureusement pour ces polygraphes, « Bills » s'écrit Beals (Carleton Beals). En russe, les noms étrangers se transcrivent phonétiquement, de telle sorte que Beals se transcrit en caractères russes Bils. Dans la rédaction en allemand de sa lettre, la Guépéou n'a pas fait attention à ce détail, qui signale le faux, car Klement avait cent fois écrit le nom de Beals correctement.

b) La lettre cite plusieurs personnes qui « ont quitté » la IV^e Internationale. La liste des noms est très révélatrice. La Guépéou y a mêlé des agents à sa solde et des militants révolutionnaires qui ont avec notre organisation des divergences politiques connues.

PROVOCATEURS STALINIENS.

Jacob Frank, alias « Graef » : fut pendant quelques mois secrétaire de Trotsky à Prinkipo, en 1929. C'est un lithuanien, qui militait en Autriche et s'était rapproché de l'opposition de gauche. Dès le printemps 1930 (il y a 8 ans) « Graef » quitta nos rangs. Il écrivit dans la presse stalinienne autrichienne plusieurs articles politiques contre Trotsky. Son cas était celui des capitulards Radek et autres. Depuis, il travailla plus directement pour la Guépéou. Son départ en 1930 eut un

caractère purement individuel et sans aucun retentissement.

Roman Well est le pseudonyme de Sobolevitch, encore un amant, well lui-même jusqu'en 1932 de l'opposition de gauche stalinienne. Il quitta l'organisation en janvier 1933, deux semaines avant la prise du pouvoir par Hitler, en se riant ouvertement au staliniens. En son temps la vérité publia plusieurs articles le dénonçant.

Depuis, well et son frère (« senine ») travaillaient activement pour le Guépéou. Nous l'avons dénoncé à plusieurs reprises dans la Lutte Ouvrière, well travailla avec la Guépéou à Barcelone, soi-disant pour organiser des « services médicaux » républicains. Il a à Paris son centre d'activité, et bien entendu la police ne l'a jamais inquiété.

Parmi les noms cités, ce sont les seuls que nous avons qualifiés et que nous qualifions toujours d'agents provocateurs du Guépéou.

AUTRES NOMS. Nin. Le nom d'André Nin, déjà assassiné par la Guépéou, est bien connu. André Nin était séparé de nous en 1930, lors de la fondation du POUM, pour des raisons politiques que tous nos lecteurs connaissent. C'était un militant honnête et de ceux dont les canailles staliniennes essayent de salir la mémoire. Cependant, au moment où l'U.S.A.R. hollandaise est en discussion depuis longtemps avec notre centre, ce qui est aussi fort connu, il en est de même du camarade Vereecken, démissionnaire du P.S.R. belge. Il est seulement grotesque que la lettre parle de leur « bon sens et leur sagesse politique dans la question espagnole », alors que Klement était l'un des camarades les plus terribles dans la discussion de nos divergences avec ces camarades.

Moliner est le dirigeant du groupe « La Commune », bien connu de nos lecteurs. En tout cas, son départ personnel de notre organisation ne peut pas être considéré comme regrettable. Quant à Ruth Fisher et Maslov, ils n'ont jamais appartenu à notre organisation. Jan Bur est un camarade allemand qui a quitté les I.K.D. justement pour rejoindre Maslov. En tout cas, les divergences avec ces personnes ont été exposées publiquement par nous (en particulier dans notre revue).

Il est encore plus comique de voir là le nom de Brandler. Brandler, ancien communiste de droite, n'a jamais appartenu à nos rangs, ni à ceux de l'opposition de gauche. Nous l'avons combattu sans discontinuer depuis 1923. Il appuya la politique de Stalin en O.K.S.S. jusqu'à son procès de Moscou, quel grotesque et puéril amalgame : une miniature de l'amalgame avec Boukharine.

Plus loin, la lettre cite « Pero » - Gottlieb, exclu de nos rangs il y a plus d'un an : c'est un provocateur qui travaille pour le compte de plusieurs puissances. Quant à Eiffel, cité ensuite, il s'agit d'un émigré allemand au Mexique, tout à fait isolé, et qui s'est fait connaître par des attaques personnelles venimeuses contre Trotsky.

Quant à Walter-Held, dont la lettre parle comme d'un « remplaçant » de Klement, il s'agit d'un de nos camarades, collaborateurs de nos revues et journaux, qui séjourna en Norvège.

La lettre s'appesantit aussi sur la Commission John Dewey. Rien que par cela, la Guépéou révèle quel coup ces révélations lui ont porté ! D'une façon emmouluée, les provocateurs voudraient camoufler la valeur de témoignages qui ont servi de base au travail de cette commission.

Malheureusement pour eux, ce ne sont pas deux ou trois témoignages qui ont permis l'activité de cette commission, mais des centaines ! Le jugement final de la Commission vient justement de paraître aux Etats-Unis, sous le titre « Non coupable ». C'est un volume de 500 grandes pages. La vérité, c'est que notre contre-procès a porté un coup irréparable aux falsifications et provocations de la Guépéou. Klement en était un des plus profondément persuadés !

Ces messieurs les filices russes prennent leurs désirs pour des réalités : ils croient que les procès de Moscou ont « jeté la méfiance jusque dans une partie de nos adhérents ». Voilà le bout de l'oreille ! C'est l'inverse qui est vrai : les procès de Moscou ont renforcé la certitude dans la poursuite du staliniens, dans la victoire inéluctable du prolétariat avec la IV^e Internationale !

Finalement, la lettre parle de la conférence internationale, préparée par nous comme d'un « Waterloo ». Là encore, la Guépéou démasque ses buts. Le mouvement suscité par la préparation de notre Conférence internationale a atterré les staliniens. Notre secrétariat a publiquement proposé les thèses de discussion. En Amérique ont eu lieu des conférences préparatoires. Un intérêt considérable a été soulevé à ce sujet non seulement dans nos rangs, mais aussi en dehors, parmi les partis proches ou sympathisants. Voilà ce qui inquiète le Kremlin.

Dans notre mouvement, les discussions politiques, l'examen des divergences ne sont pas cachés. Il n'y a

qu'à lire notre revue et nos bulletins pour s'en convaincre. Les discussions nous renforcent, éduquent les cadres, forment des militants. La IV^e Internationale se développe : et voilà pourquoi la Guépéou n'a plus de recours contre elle que par le revolver, l'enlèvement, l'assassinat !

En résumé, cette lettre signe le crime. Elle veut imputer à notre camarade Klement une capitulation infâme. En réalité, elle révèle les buts de ceux qui l'ont écrite et envoyée après avoir enlevé Klement : les gangsters de la Guépéou.

4. Où se trouve Rudolf Klement ?

Notre enquête n'a pas encore pu faire la lumière sur le point capital : comment Klement a-t-il été enlevé, et où se trouve-t-il s'il n'est pas déjà assassiné ?

Selon les données les plus probables, Klement a été emporté à Barcelone, ou se trouve l'un des centres européens importants de la Guépéou. Dans quel but ? Les bourreaux peuvent tenter de le briser, essayer de lui arracher des faux témoignages, etc... Cependant, dans la certitude de ne pas réussir, ces messieurs ont pris leur précaution : dans la lettre, on conclut : « Je n'ai pas l'intention d'intervenir publiquement contre vous ».

Il est tout aussi possible que Klement soit encore séquestré dans la région parisienne. La police russe dispose déjà à Paris de prisons secrètes : on commence le travail sur le modèle espagnol. La police française le sait très bien, mais elle a son mot d'ordre : « Contre la police politique russe, rien à faire... »

Seule une investigation d'envergure dans tout ce réseau criminel peut faire découvrir la vérité.

5. Les procédés classiques de la Guépéou.

La criminelle activité de la Guépéou a déjà une longue histoire en Europe occidentale. Nous disons : la criminelle activité, celle qui est dirigée contre l'avant-garde ouvrière. Cependant, pour une investigation technique, on ne peut pas oublier l'enlèvement du général Miller, par exemple.

Mais il suffit de rappeler les faits connus :

Assassinat d'Ignace Reiss, attiré dans un guet-apens. Vol des archives à l'Institut Historique de la rue Michelet. Mort mystérieuse de Sedov ; enfin, série d'enlèvements et d'assassinats en Espagne : E. Wolf, Mark Rein, Nin, Landau, etc... Tous ces crimes sont restés impunis. La Guépéou se trouve encouragée, et transporte maintenant directement son activité en France.

Pour cela, la Guépéou dispose de toute une série d'exécuteurs. Les dirigeants, sont russes. Mais dans les milieux français, staliniens, on recrute par dizaines des agents : les uns font des filatures, observent les habitudes des militants responsables, voient les autres font « la liaison ». D'autres préparent techniquement des coups. Une section spéciale du parti communiste français, dont nous reparlerons, collabore à ces actions. Des « politiciens » font la « couverture », intriguant, corrompent, jettent la fumée.

Ducomet, Steiner, arrêtés pour le meurtre de Reiss, reconnaissent avoir écrit nombre de lettres et indications spéciales, ou n'utilisent ensuite que les numéros. Pourquoi ces listes noires ? Sans aucun doute, il s'agit de personnes à surveiller, sur qui pèse donc à chaque instant la menace d'un crime. C'est pas contre le fascisme que la Guépéou prépare de telles listes, c'est contre les militants révolutionnaires.

Dans notre prochain numéro, nous en publions des extraits. En même temps, nous poserons la question à toutes les organisations ouvrières : oui ou non, ces listes sont-elles authentiques ? Si oui, qu'entendez-vous faire pour démasquer l'organisme qui se sert de pareils moyens dans le mouvement ouvrier ?

Voilà un exemple de plus qui nous montre que c'est le devoir de toutes les organisations de protéger leurs militants, beaucoup plus sérieusement que jusqu'à présent. Le laisser-aller dans ces questions est un crime envers le mouvement ouvrier lui-même.

6. L'enquête de la justice française.

Comme nous l'avons indiqué dans notre précédent numéro, le POI a déposé une plainte en enlèvement. Le procureur de la République vient de transmettre son dossier au juge d'instruction Girard. Cependant plus de 15

AVEU CYNIQUE !

Il y a encore de braves gens qui ne veulent pas croire que les dirigeants staliniens aient été conduits par la logique de leur lutte à devenir des assassins organisés.

Voici un aveu cynique.

C'est un article paru dans un journal staliniiste américain à propos de Charles Rappoport, qui, comme on le sait, a brisé avec les gangsters de la Guépéou.

La « Morning Freiheit » du 25 avril 1938, journal staliniiste en yiddish de New-York, écrivait ceci :

« Mais Rappoport se trouve dans la France bourgeoise, où les traités au prolétariat ne sont pas envoyés par un procès devant les tribunaux... »

« Mais celui qui connaît le pouvoir de la Tchèque est au-dessus de l'imagination. PEUT-ETRE QUE MEME A PARIS ELLE SE MONTRE CAPABLE DE DONNER A SES ENNEMIS UNE « DOSE » SPECIALE... »

Cela, c'est l'aveu, c'est la signature, du crime qui vient d'être perpétré contre Klement et qui se répétera contre tous ceux qui refuseront de s'incliner devant la dictature de la bureaucratie stalinienne.

C'est dans ce but que la Guépéou a organisé au sein du parti staliniiste français un service spécial qui dresse des « listes noires »... Travailleurs, en garde contre les assassins !

7. L'activité nécessaire des organisations ouvrières.

Nous avons déjà indiqué que nous nous étions adressés aux organisations ouvrières pour envisager sérieusement le problème de la défense des militants contre le Guépéou. Le POI avait déjà fait de même lors du Procès de Moscou, mais son initiative n'avait abouti qu'à la formation du Comité d'Enquête, qui a d'ailleurs joué un rôle excellent.

Il s'agit maintenant de faire plus.

Il s'agit de construire un organisme permanent, qui s'adresse largement à toute la classe ouvrière, et qui extirpe complètement les méthodes des gangstéristes de ses rangs. Nous nous adressons à la CGT, à tous les syndicats, nous nous sommes adressés à la SIA, au SISEL, au PSOP, à l'UA, et nous nous adresserons aussi aux sections socialistes et communistes, car le bloc que nous voulons élever, c'est celui de tous les travailleurs. Ceux qui disent qu'il est vain de s'adresser à ces organisations parce que leurs dirigeants ne sont pas des bolcheviks-léninistes ne comprennent rien à la question.

Dans une première réunion, les représentants de la SIA, du SISEL et du Cartel pour la défense des prisonniers espagnols, étaient là. Une série d'informations leur ont été fournies. De nouvelles réunions auront lieu bientôt. Le représentant du PSOP n'avait pu rester à la séance. L'action est engagée et doit se développer sans défaillance. Il s'agit de l'intérêt de tous les éléments sains du mouvement ouvrier.

D'autre part, nous avons reçu d'un certain nombre de villes de province l'assurance qu'un travail analogue y a été entrepris. La Guépéou accumule les crimes ; mais elle accumule aussi contre ses agents l'énergie profonde des travailleurs.

8. Les listes noires du parti communiste français.

Nous avons dit souvent que les crimes contre la IV^e Internationale n'étaient que le début d'une action d'envergure qui vise tout ce qui refuse dans le mouvement ouvrier, de s'incliner devant les caprices du Kremlin.

La preuve patente en existe maintenant. Le parti « communiste » a dressé des listes noires, comprenant des centaines de noms de militants exclus ou démissionnaires du parti communiste français.

Ces « listes noires » (c'est leur nom officiel) sont à ciel. Le nom de chaque militant est précédé d'un numéro. Dans des circulaires et indications spéciales, on n'utilise ensuite que les numéros. Pourquoi ces listes noires ? Sans aucun doute, il s'agit de personnes à surveiller, sur qui pèse donc à chaque instant la menace d'un crime. C'est pas contre le fascisme que la Guépéou prépare de telles listes, c'est contre les militants révolutionnaires.

Dans notre prochain numéro, nous en publions des extraits. En même temps, nous poserons la question à toutes les organisations ouvrières : oui ou non, ces listes sont-elles authentiques ? Si oui, qu'entendez-vous faire pour démasquer l'organisme qui se sert de pareils moyens dans le mouvement ouvrier ?

Voilà un exemple de plus qui nous montre que c'est le devoir de toutes les organisations de protéger leurs militants, beaucoup plus sérieusement que jusqu'à présent. Le laisser-aller dans ces questions est un crime envers le mouvement ouvrier lui-même.

Le Gérant : LORET

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris

La lutte ouvrière n° 87 5 août 1938 P. 2